

juristes doivent s'occuper sans tarder. De l'autre côté du pôle nord se trouve et d'un autre côté, notre grand voisin, l'Union soviétique, seule nation de la terre à posséder de différentes étendues de terre comparables aux nôtres dans la région arctique. Le Nord est beaucoup plus qu'une source de pétrole et de richesses minérales, c'est en même temps une région où les gens vivront bientôt en nombre de plus en plus élevé. Pour des raisons historiques et économiques, l'Union soviétique a progressé plus rapidement que le Canada dans la connaissance des conditions de vie de l'Arctique. L'une de ces raisons réside dans le fait que l'Union soviétique peut diriger ses mouvements de population. Je me réjouis que nous ne puissions pas, mais nous avons beaucoup à apprendre de ce pays. Nous sommes actuellement engagés dans un programme d'échanges scientifiques et techniques avec l'Union soviétique et il est prévu dans le cadre de ce programme d'organiser des missions d'enquêtes sur l'Arctique soviétique.

J'ai mentionné tout à l'heure le pétrole et ceci m'amène naturellement à vous parler des exportations de pétrole vers les États-Unis et des questions concernant une politique de l'énergie à l'échelle du continent. L'une des frustrations qu'éprouve un ministre des Affaires étrangères vient du fait que les sujets d'intérêt immédiat dont il voudrait parler ouvertement et sans contraintes semblent toujours se trouver dans une phase délicate de négociation. J'imagine que si ce n'était pas le cas, ces sujets ne seraient pas actuels. Les entretiens que nous avons présentement avec les États-Unis n'ont qu'un objectif : l'obtention des meilleures conditions de vente possibles du pétrole canadien sur le marché américain. Les questions de portée plus vaste qui ont été posées intéressent des objets d'étude et d'examen à plus long terme. Le Gouvernement croit en un développement ordonné des ressources nord-américaines, mais il a réalisé de telle manière qu'il protège totalement les intérêts présents et futurs du Canada.

Un autre aspect de nos relations économiques avec les États-Unis qui présente pour vous un intérêt particulier est celui du réseau des services de transport qui relient nos deux pays, et plus particulièrement l'expansion des routes aériennes entre des points donnés au Canada et des points donnés aux États-Unis. Un certain nombre de villes canadiennes, dont Edmonton, ont fait des propositions visant à élargir les services aériens et à créer des liaisons directes entre elles et un certain nombre de centres situés aux États-Unis. Le Gouvernement appuie ces propositions. La délégation canadienne qui participe aux entretiens bilatéraux qui ont commencé en décembre et reprendront en février a reçu l'instruction d'essayer de tirer de ces conversations le maximum d'avantages pour le Canada. Comme d'habitude, il est encore trop tôt pour se prononcer sur l'issue de ces négociations mais nous avons bon espoir qu'elles satisfieront aux aspirations de l'Ouest du Canada.

La politique étrangère et la politique intérieure sont les deux dimensions de notre politique nationale. En vous parlant aujourd'hui de politique étrangère, j'ai essayé de vous montrer que d'un côté elle sert l'intérêt général du Canada.